



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 24/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Wienerberger France

37 rue du Pieu
78130 Les Mureaux

Références : -
Code AIOT : 0006503406

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement Wienerberger France implanté 37 rue du Pieu 78130 Les Mureaux. L'inspection a été annoncée le 17/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Wienerberger France
- 37 rue du Pieu 78130 Les Mureaux
- Code AIOT : 0006503406
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est encadré par l'arrêté d'autorisation n°09-016/DDD du 12 février 2009 .

La société TERREAL fabrique des produits céramiques et réfractaires (des tuiles) à partir d'argile et de sable sur le site situé au 37, rue du Pieu aux Mureaux. Le site est en exploitation depuis 1988 et emploie environ 55 salariés.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 4.3.10	Demande d'action corrective	1 mois
7	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 7.2.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 3.2.2	Sans objet
2	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 3.2.3	Sans objet
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 3.2.4	Sans objet
5	Déchets	Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 5.3	Sans objet
6	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 6.2.1	Sans objet
8	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 7.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est globalement conforme aux prescriptions auxquelles il est soumis. L'inspection constate qu'il met en place des actions pour faire face aux écarts.

Cependant, il est demandé à l'exploitant de mettre en place les mesures nécessaires pour remettre

en conformité ces analyses d'eau pluviales et de mettre à jour l'inventaire et l'état des stocks des produits dangereux présents sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 3.2.2			
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet			
Prescription contrôlée :			
	Hauteur en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
cheminée	20	55000	8
<p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètre cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101, 3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Les effluents issus de l'unité de préparation des mélanges sont intégralement captés puis traités dans un dispositif de dépoussiérage par filtre à manches.</p> <p>Constats :</p> <p>Selon les 4 contrôles réalisés par l'organisme DEKRA en 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none">- le débit nominal des effluents gazeux varie entre 25000 et 26200 Nm³/h. L'exploitant indique que le débit nominal a été divisé par deux avec la mise hors service d'un des 2 fours.- la vitesse minimale d'éjection varie entre 10,3 et de 11,9 m/s. <p>L'inspection constate que l'installation est conforme.</p> <p>L'exploitant indique que la cheminée dispose d'un épurateur de fumées utilisant du carbonate de calcium.</p> <p>Les effluents issus de l'unité de préparation des mélanges sont captés par deux dépoussiéreurs placés au niveau de la préparation final et de la préparation des terres. L'exploitant indique qu'ils sont contrôlés une fois par an.</p>			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

À des conditions normalisées de température et de pression ;

À une teneur en O₂ inférieur à 18,5 %.

	Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Flux (kg/h)
Poussières	25	2
Hcl	10	2
SO ₂	200	12
NO _x en équivalent NO ₂	200	20
Fluor (HF)	5	0.2

Les VLE en concentration s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés à l'exception des périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations. Toutefois, ces périodes sont aussi limitées dans le temps que possible.

Constats :

Selon les 4 contrôles réalisés par DEKRA en 2025, les rejets sont conformes aux valeurs limites d'émissions (VLE). Néanmoins, l'inspection constate un dépassement de Chlorure d'hydrogène (Hcl) en novembre 2025 : 12,5 mg/Nm³ au lieu des 10 mg/Nm³ prescrit. Ce dépassement s'est

(Hcl) en novembre 2025 : 12,5 mg/Nm3 au lieu des 10 mg/Nm3 prescrit. Ce dépassement s'est également produit en novembre 2024 (13,6 mg/Nm3) et en juillet 2023 (17,1 mg/Nm3). L'exploitant fait remarquer que ces mesures prises en instantané ne dépassent pas le double de la valeur limite conformément à l'article 3.2.4 de l'arrêté Préfectoral du 12 février 2009.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visées à l'article 2.2.3, Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La mesure des émissions des polluants est faite selon les dispositions des normes en vigueur et notamment celles citées dans l'arrêté du 4 septembre 2000 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ou de tout texte ultérieur ayant le même objet. L'exploitant aménage les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des poussières...) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées. La mesure de la teneur en oxygène des gaz de combustion est réalisée autant que possible au même endroit que la mesure de la teneur en polluants. À défaut, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'arrivée d'air parasite entre le point où est réalisée la mesure de l'oxygène et celui où est réalisée celle des polluants. Ce programme comprend notamment (sauf mention contraire figurant au point VI ci-dessous) les dispositions prévues dans le tableau ci-après :

Emissaire	Paramètres	Fréquence	Fréquence
		Trimestrielle	Annuelle
Cheminée	Hcl	x	
	Fluorure d'hydrogène	x	

	Poussières totales	x	
	Oxydes de soufre		x
	Oxydes d'azote		x

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. Le bilan des mesures est tenu à disposition de l'inspection des installations classées accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Sont notamment exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt, de ramonage, de calibrage des systèmes de mesures des polluants atmosphériques.

Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux dispositions prévues ci-dessus.

Constats :

Les analyses du programme de surveillance des émissions des polluants sont réalisées par l'organisme agréé DEKRA.

L'inspection constate que les mesures sont réalisées selon le programme de surveillance.

En 2025, des mesures pour le chlorure d'hydrogène (HCl), le fluorure d'hydrogène (HF) et les poussières totales ont été réalisé aux dates suivantes : 10 mars, 30 juin, 29 septembre et 3 novembre. Les mesures pour l'oxydes de soufre et l'oxydes d'azote ont été réalisé le 10 mars 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 4.3.10

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux

Prescription contrôlée :

Les VLE concernent exclusivement les eaux pluviales et eaux des piscines et séchoirs des fours.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentrations ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°2 et 3

Paramètres	Concentrations en maximales (mg/L)	Flux maximaux sur 24 h (en kg/j)
Indice hydrocarbures	5	0,2
Matières en suspension	30	1,2
DCO	50	2
DBO5	30	1,2
Fluor et composés	15	0,6
Azote global	30	1,2

Constats :

Plusieurs analyses des eaux ont été réalisées par l'organisme Eurofins :

- L'analyse du 15 novembre 2025 des eaux de process et des eaux pluviales indique une non-conformité sur les Matières en Suspension (MES) ;
- L'analyse du 6 mars 2026 indique que les eaux de process sont conformes (MES : <2.00 mg/l) ;
- L'analyse des eaux pluviales du 1 avril 2026 indique plusieurs non-conformités : DCO à 52 mgO₂/l au lieu de 50 mg/l, MES à 244 mg/l au lieu 30 mg/l.

L'exploitant indique que plusieurs curages du débourbeur/déshuileur ainsi que des opérations de curages du réseau ont été réalisés par l'organisme SECHE, comme l'indique les factures datant du 30 mai 2025 et du 22 septembre 2025. Une balayeuse nettoie également les routes du site une fois par semaine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de réaliser les opérations nécessaires pour respecter les VLE prescrites, notamment en matière de MES.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Registres relatifs à l'élimination des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jours un registre de l'expédition des déchets dangereux qu'il produit ou détient.</p> <p>Ce registre contient a minima les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement fixant la nomenclature des déchets, - la date d'enlèvement, - le tonnage des déchets, - le numéro du bordereau de suivi des déchets émis, - la désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leu(s) codes (s) selon les annexe II-A et II-B de la directive 78/442/CE du 15 juillet 1975 - le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités, - le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ainsi que le numéro de récépissé conformément aux articles R.541-49 à R.451-61 du code de l'environnement relatifs au transport par route, au négoce et courtage de déchets, - la date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale, - le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément aux articles R.541-49 à R.541-61 du code de l'environnement. <p>Le registre visé au présent article est tenu à la disposition des installations classées. Il est conservé pendant une durée minimale de cinq ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre de l'expédition des déchets dangereux, via un fichier excel et Trackdéchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limite d'émergence
Prescription contrôlée :

Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 44 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).

Constats :

Un rapport des mesures des émissions sonores réalisés par CPIA datant de décembre 2022 indique une émergence à 0 dB(A) en heure diurne et nocturne. L'inspection constate que l'installation est conforme. L'exploitant indique qu'une prochaine analyse aura lieu en mai/avril 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 7.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire des substances ou préparations dangereuses

Prescription contrôlée :

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est à la disposition permanente des services de secours.

Constats :

<p>L'exploitant présente un inventaire et un état des stocks sous format excel. L'inspection constate des manques de données concernant la quantité de produit stockés. Il manque également une colonne "état physique".</p> <p>L'exploitant indique que l'inventaire et l'état des stocks n'existaient pas avant septembre 2025. C'est pourquoi il a embauché un alternant afin de le créer.</p> <p>L'exploitant indique posséder l'ensemble des Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits stockés. Il indique également que ces FDS ont été récupérées dans le cadre de l'année d'alternance de son employé.</p> <p>La FDS du minerai de Manganèse a par exemple été présentée à l'inspection. Les fiches sont stockées sur le serveur et en différents points du site, notamment près du stockage des produits chimiques. L'exploitant indique qu'il est prochainement prévu de mettre les Fiches de Données de Sécurité Simplifié (FDSS) sur chaque poste le nécessitant afin de faciliter la compréhension des risques pour les employés.</p> <p>Cependant, l'inspection constate après envoi du fichier de l'inventaire et de l'état des stocks la notification de l'absence de FDS pour un certain nombre de produits.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour l'inventaire et l'état des stocks, ainsi que de récupérer l'ensemble des FDS des produits stockés. Cela permettra de satisfaire à l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 et de faciliter le travail des secours en cas d'accident.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Prévention des risques technologiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 7.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Zones internes à l'établissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoins rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente un "dossier SDIS" où l'on retrouve les zones de stockage de produits combustibles et les zones de coupure des énergies. Il présente également un "Guide équipier de</p>

Seconde intervention" représentant les différentes zones où sont stockés les produits inflammables/combustibles, les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les zones de coupure des énergies.

Par ailleurs, un plan ATEX a été réalisé suite à une étude de DEKRA menée en décembre 2013. L'inspection constate que le plan n'a pas été mis à jour depuis. L'exploitant indique que l'installation n'a pas subi de modification, par conséquent les zones ATEX restent inchangées. Les zones ATEX sont indiquées en zone 2, avec une étendue des zones allant de 0,3 m à 1m.

L'inspection constate dans la zone indiquée ATEX du séchoirs/fours la présence de marquage des réseaux de gaz, via de la peinture jaune.

Type de suites proposées : Sans suite